

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS :
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

BUREAUX:
RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
au coin du quai de l'Horloge,
à Paris.



(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (vacations) : Vente de fonds de commerce; mandat donné à un agent d'affaires; caractère du mandat; honoraires stipulés; droit de réduction des Tribunaux.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises de la Seine: Affaire Carpentier, vol d'actions du chemin de fer du Nord; détournement de fonds et faux en écriture de commerce; quatre accusés. — Cour d'assises d'Eure-et-Loir: Incendie des meubles et récoltes assurées.
CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (vacations).

Présidence de M. Zangiacomi.

Audience du 23 septembre.

VENTE DE FONDS DE COMMERCE. — MANDAT DONNÉ À UN AGENT D'AFFAIRES. — CARACTÈRE DE CE MANDAT. — HONORAIRES STIPULÉS. — DROIT DE RÉDUCTION DES TRIBUNAUX.

I. Le mandat donné à un agent d'affaires de vendre un fonds de commerce ne constitue de la part du mandant qu'un mandat purement civil qui ne rend justiciable des Tribunaux civils.

II. Les honoraires stipulés au profit d'un mandataire sont toujours réduits s'ils sont en disproportion avec les services rendus.

Ainsi jugé par l'arrêt suivant dont le texte fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« Considérant qu'il résulte des documents produits que l'engagement produit par Autière avait pour cause la rémunération des soins et démarches des intimés pour arriver à la vente d'un fonds d'hôtel garni, que cet engagement, quelle que fût la nature de l'objet à vendre, ne saurait constituer qu'un mandat civil échappant à la juridiction commerciale; »
« Annule comme incompétentement rendu le jugement attaqué; »

« Evoquant et statuant au fond : »
« Considérant qu'en matière d'honoraires de mandat, il appartient aux Tribunaux d'apprécier l'étendue et l'utilité des services rendus et de réduire les allocations stipulées en les mettant en rapport avec les soins et les travaux du mandataire; »

« Considérant qu'il résulte des documents produits que l'offre de 500 francs faite par Autière est proportionnée à l'importance des démarches des intimés; »

« Déclare bonnes et valables les offres de l'appelant, ensemble la consignation qui les a suivies; ordonne la mise en liberté immédiate dudit appelant; à quoi faire, le directeur de la prison pour dettes contraint; »

« Ordonne l'exécution du présent arrêt sur minute. »

(Plaidants, pour Autière, appelant, M^e Triboulet; pour Cantin et Fournais, intimés, M^e Pinchon; conclusions conformes de M. l'avocat-général Sapey.)

La 4^e chambre de la Cour a rendu en juillet et août dernier, sur la première question, trois arrêts dans le même sens, contraires à plusieurs autres arrêts de la Cour. Il nous semble, comme l'indique l'arrêt ci-dessus, que si l'agent d'affaires, en traitant pour la vente d'un fonds de commerce, est bien là dans l'exercice de sa profession; il en est tout différemment du commerçant qui cherche un acheteur : en stipulant avec l'agent d'affaires, il ne vend pas encore; il convient d'un prix pour des démarches, des soins, des frais de publicité, une recherche d'acquéreur enfin, tous actes qui ne constituent certaine-ment pas pour lui des actes de son commerce habituel. Il n'est pas là dans l'exercice de sa profession; ce serait même tout le contraire, car il agit pour s'en retirer.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

Présidence de M. Roussigné, conseiller à la Cour impériale de Paris.

Audience du 23 septembre.

AFFAIRE CARPENTIER. — VOL D' ACTIONS DU CHEMIN DE FER DU NORD. — DÉTOURNEMENT DE FONDS ET FAUX EN ÉCRITURE DE COMMERCE — QUATRE ACCUSÉS.

L'audience est ouverte à dix heures un quart.
M. le président : Faites avancer le premier témoin.

Le témoin déclare se nommer Jules-Antoine Poulet, employé au chemin de fer du Nord.

M. le président : Expliquez-vous sur les faits qui sont à votre connaissance.

Poulet : Un jour, M. Dalon me fit appeler à la caisse, et nous reconnûmes dans les volumes qu'il manquait mille obligations.

D. Avez-vous entendu parler aux deux accusés d'opérations de Bourse? — R. Ils disaient à tout le monde qu'ils jouaient; ils ne s'en cachaient pas.

D. Savez-vous quelque chose relativement à Guérin? — R. Rien, monsieur.

D. Connaissez-vous Parot? — R. Je l'ai vu quelquefois à l'administration.

D. Avez-vous quelquefois fait des opérations au nom de Grellet? — R. J'ai fait avec Grellet une affaire de 50 fr., une misère.

Le témoin qui vient ensuite est le nommé Dolet, employé à la caisse du Nord.

D. Que savez-vous en ce qui concerne Carpentier et Grellet? — R. Il est à ma connaissance que ces messieurs avaient la clé de l'armoire à leur disposition avant et après la mort de M. Robert. M. Grellet m'a prié de tenir ses denrées pendant une absence qu'il annonçait comme devant être de deux ou trois jours, et je ne l'ai plus revu.

D. Où se plaçait la clé? — R. Dans le bureau de M. Robert.

D. Où étaient les actions? — R. En dernier lieu elles étaient dans le meuble qui est là. Vers le mois de décembre 1855, le meuble a été transporté du bureau de M. Robert dans le bureau de M. Carpentier.

Papay, employé au chemin de fer du Nord : Le lundi 25

août 1856, Carpentier me prévint qu'il irait faire un voyage en Normandie pour son mariage. Ne le voyant pas revenir le vendredi, j'en prévis Grellet. Grellet me dit de n'en pas parler, qu'il était à Trouville et qu'il irait le chercher.

M. Carpentier père me témoigna une grande inquiétude, et, le lendemain matin, nous allâmes prévenir MM. les administrateurs.

D. Que savez-vous sur Grellet? — R. Il a quitté l'administration le vendredi. Il me dit : « Si M. le marquis me demande, vous lui direz que je suis à la Banque. »

D. N'avez-vous pas fait des opérations pour Grellet? — R. J'étais ami de Grellet, je me suis entendu avec un agent de change. Grellet me chargea de quelques affaires; mais il y avait quatre mois que je n'en faisais plus avant sa fuite. Je ne faisais pour Grellet que des opérations sans titres, il ne m'a remis qu'une fois 25 obligations pour couverture.

D. Ne soupçonnez-vous pas qu'elles pouvaient être détournées? — R. Non, monsieur, elles ne représentaient que 7,000 fr. Il me disait qu'elles appartenaient à sa tante.

D. Vous avez agi légèrement comme employé.

D. Grellet, ces 25 obligations que vous avez confiées à Papay, faisaient partie des 1,000 obligations vendues?

R. Non, monsieur, elles n'étaient pas de la même série.

D. A quel titre aviez-vous ces obligations-là? — R. Elles étaient déposées à la compagnie.

M. le marquis Dalon fait observer que ces obligations ne provenaient point d'une souscription des actionnaires.

M. le président, au témoin : Quelles affaires avez-vous faites avec Carpentier? — R. Toutes opérations au comptant.

D. Et Parot et Guérin? — R. Je n'ai jamais eu affaire à eux.

M^e Elie Dufaure demande si Grellet ne disait pas toujours que les opérations étaient pour le compte de ses parents? — R. Quelquefois.

M^e E. Dufaure : A quelle date a eu lieu la première émission d'obligations?

M. le marquis Dalon : La date est sur les obligations; c'est en 1852. C'était un échange que l'on faisait avec les actions de la compagnie de Boulogne : une obligation était remise contre une action.

Rhame, menuisier : M. le commissaire de police m'a demandé si c'était moi qui avais fait l'armoire. J'ai répondu que le dessus avait été enlevé. Je l'ai livrée vers 1847.

D. Était-elle primitivement garnie à l'intérieur de bandes en fer? — R. Je n'ai livré que la menuiserie.

D. La tablette supérieure qui est là, a-t-elle toujours fait partie de l'armoire? — R. Oui, monsieur.

M^e Lachaud demande si la bordure en bois a toujours existé.

Le témoin : Oui.

M^e Lachaud demande au témoin s'il a placé une tablette à rebord dans le bureau de M. Robert, à la place de l'armoire, et à quelle époque?

Le témoin ne s'en souvient pas.

M^e Lachaud fait remarquer que l'intérêt de cette observation tient à la possibilité de préciser la date de la sortie du meuble de chez M. Robert.

Guérin demande si les employés Poulet et Papay ne pourraient pas dire si l'on n'a pas quelquefois forcé des meubles par oubli ou par perte de clés.

Les employés disent qu'on n'a jamais forcé l'armoire, mais eux personnellement quelquefois les tiroirs de leurs bureaux.

Guérin : Ces messieurs ont-ils vu briser une caisse par un ouvrier?

Les témoins répondent : Oui, une fois.

François Marc, serrurier.

D. Expliquez-vous relativement à ce meuble et à la pose des équerres. — R. Sur la demande de M. Robert, j'ai mis à l'intérieur des équerres et une traverse, pour maintenir le dessus du meuble.

D. A quelle époque? — R. Six mois avant la mort de M. Robert, c'est-à-dire vers la fin de 1855. La tablette avait une espèce de gondolement; le meuble était alors dans le nouveau bureau de M. Robert, adossé le long du mur. Je crois qu'à ce moment, dans ce petit bureau, se tenait M. Dreyfus.

Un de MM. les jurés demande si, pour fermer le meuble, on a enlevé la tablette.

Le témoin : Non, monsieur.

M^e Lachaud : Voulez-vous demander au témoin s'il n'était pas dans les habitudes de M. Robert de faire des changements fréquents dans son cabinet? — R. Oui, monsieur.

M^e Lachaud : Est-ce que quelquefois M. Robert ne faisait pas lui-même de petits travaux de menuiserie? — R. Oui, monsieur.

M. Hiver, commissaire de police, entendu en vertu du pouvoir discrétionnaire.

D. Vous vous êtes transporté à la compagnie du chemin de fer; vous avez dressé un procès-verbal sur l'état d'un meuble qu'on vous a présenté. Nous désirerions qu'oralement vous renouveliez les détails de votre procès-verbal.

M. le commissaire de police rappelle l'examen auquel il s'est livré sur l'armoire en chêne; il explique notamment comment il a remarqué deux trous pour un seul clou, comment il a constaté dix-huit marques de pesées, combien accusées sous la tablette et sur la traverse. Il rappelle qu'ayant voulu enlever le dessus du meuble par derrière, il rencontra un obstacle imprévu occasionné par des équerres en fer, qu'on a su depuis avoir été posées après coup.

M. le président donne lecture du rapport écrit de M. le commissaire de police.

Plusieurs de MM. les jurés viennent examiner l'état matériel du meuble en chêne.

Guérin demande qu'on remarque bien les différences des trous avec les clous, et fait observer qu'il pouvait, étant ébéniste, ôter la tablette sans se servir d'instrument et sans faire de pesées.

Etienne-Hippolyte Juvé, garçon de caisse.

D. Êtes-vous encore attaché au chemin de fer du Nord?

— R. Oui, monsieur.

L'accusé Guérin prie M. le président de demander au

témoin si se rappelle à quelle époque le meuble a été transporté du bureau de M. Carpentier dans le bureau de M. Robert.

Le témoin reconnaît le fait, mais sans pouvoir préciser l'époque.

D. Le témoin se rappelle-t-il que Guérin a réparé un bureau-impire en acajou dans le bureau de M. Robert?

— R. Je le m'en souviens pas.

Michel Motteaux, serrurier.

D. Vous avez été employé par l'administration du Nord pour la pose et la confection des armoires en fer? — R. J'ai chargé un de mes ouvriers du dédoublement des armoires en fer. J'ai été au caveau chercher des clés.

D. Vous a-t-on remis un trousseau de clés qui étaient dans le bureau de Grellet? — R. Oui, monsieur; ces clés étaient celles de diverses caisses.

D. Grellet, sont-ce les clés dont vous avez parlé?

Grellet : Oui, monsieur; elles étaient au nombre de cent ou cent cinquante. En livrant les serrures, M. Motteaux délivrait toutes les clés en double.

M. l'avocat-général, à Motteaux : Chaque clé, dans votre pensée, avait-elle son emploi? — R. Oui, monsieur.

Un témoin, le sieur Jean-Baptiste Motteaux, Nain, mes allées dans les caves pour retirer les petites caisses des grandes; nous les avons retirées. Je suis resté pour prendre mesure des tablettes. Le lendemain, j'ai enfoncé la combinaison d'une petite caisse, sur la demande de M. Grellet; puis, quand la serrure a marché, j'ai remis la clé à M. Grellet.

D. Grellet, c'est par ce moyen-là que vous avez eu la clé en votre possession? — R. Mais, monsieur le président, l'ouvrier m'a rendu la clé que j'avais toujours; c'était la mienne.

D. Vous avez pris des actions dans deux des petites caisses? — R. Oui, monsieur.

Arnaud, employé du chemin de fer du Nord : A l'époque du semestre, je descendais quelquefois avec M. Grellet au caveau pour l'aider à remonter les actions dont on devait détacher les coupons.

D. On les renfermait quelquefois dans ce meuble-là? — R. Oui, monsieur.

D. Avez-vous connu les opérations de Bourse? — R. Non, monsieur.

Guérin demande si le témoin se souvient à quelle époque le meuble a été transporté dans le cabinet de Carpentier? — R. Je ne me souviens pas.

Justin Alesin, brigadier de sûreté.

D. Faites connaître les détails de votre mission en Amérique.

Le témoin : Le 3 septembre 1856, je fus chargé de rechercher Carpentier et Grellet. Je reconnus que Carpentier était en fuite. Je fus avec M. Hiver chez Grellet; nous trouvâmes des bordereaux que nous saisismes, et j'allai chez le frère de Grellet qui me dit que son frère était parti pour quelques jours. Puis je m'embarquai pour l'Amérique.

Je suis arrivé à New-York le 26; Grellet et Parot avaient été arrêtés. Grellet me raconta à peu près comment cela s'était passé. Ils me dirent que Guérin avait volé des actions; puis nous parlâmes des affaires relatives à Carpentier. Parot dit : « Il y a faux. » Grellet dit : « Non, il n'y a qu'un abus de confiance. » Nous nous entretenîmes là-dessus avec beaucoup de calme.

M. le président : Grellet a-t-il dit que lui et Guérin eussent pris les actions d'un commun accord? — R. Non, monsieur; il fut dit que Guérin avait travaillé seul, pour son propre compte.

D. Qu'a dit Parot? — R. Il demandait : « En pareil cas, à combien serait-on condamné? » Grellet donnait son avis; alors Parot a répondu : « Moi, je sais qu'il y a faux. » Il me demanda même si l'on était mieux à la résolution qu'aux travaux forcés.

D. Que savez-vous de l'engagement? — R. Je l'ai vu, et en prison seulement. Je l'engageais à rentrer en France. Il disait qu'il ne pouvait pas rentrer. Carpentier n'a jamais dit grand-chose. Ils sont convenus tous d'avoir pris des actions. Après avoir revu Carpentier, Grellet et Parot étaient devenus moins communicatifs.

D. Combien êtes-vous resté de temps en Amérique? — R. Six mois.

Parot se lève et dit : Je causais très peu avec M. Meslin. Il nous disait que c'était un abus de confiance; que cela ne serait que cinq ans au plus. J'ai parlé d'une autre condamnation pour faits pareils à sept ans. Je n'ai jamais dit : Je sais qu'il y a faux.

D. Témoin, vos souvenirs sont-ils exacts? — R. Oui, monsieur.

Grellet : Nous avions à peu près perdu la tête. Nous avions beaucoup de chagrins. M. Parot pleurait. Je crois que M. Parot dit la vérité.

Parot : Nous avons parlé avec M. Meslin de toute espèce de choses, mais sans y attacher d'importance.

M^e Elie Dufaure : Le témoin avait-il ordre de pratiquer des saisies? — R. Oui.

M^e Elie Dufaure : Avez-vous saisi? — R. Non.

M^e Elie Dufaure, au témoin : A qui ont été remis les papiers de Parot? — R. A M. le consul-général.

M^e Elie Dufaure : Les papiers saisis par Godard ont été remis à M. de Montholon, puis à M. Belmont, puis aux parties civiles.

M. le président : Les sacs de nuit contenant les papiers sont arrivés cachetés à MM. les administrateurs.

M^e Elie Dufaure, au témoin : Vous rappelez-vous si on a fait un procès-verbal de saisie, en Amérique? — R. On n'en fait jamais dans ce pays-là.

M^e Elie Dufaure : Le rapport du témoin est plein d'inexactitudes.

M^e Elie Dufaure demande à adresser d'autres questions pour édifier la Cour sur la moralité du témoin.

M. le président : Ne prolongez pas inutilement le débat. Le témoin est brigadier dans la police de sûreté. On l'a chargé d'une mission, il l'a remplie, voilà tout.

M^e Elie Dufaure : N'est-il pas chef de coqueurs? (Rires dans l'auditoire.)

M. le président, au témoin : Allez vous asseoir.

M. Alfred Assollant, professeur : Je suis le proche parent de Grellet.

D. Que savez-vous relativement à des engagements d'actions du chemin de fer du Nord dont vous avez été

chargé par Grellet? — R. En 1853, vers le mois de novembre, Grellet me pria de faire pour lui un emprunt de 120,000 fr. à la Banque de France. Je le fis sur deux cent quarante actions qu'il me donna. Depuis j'ai payé la Banque, retiré les actions que j'ai rendues à Grellet. Quant au Sous-Comptoir, j'y ai fait deux dépôts.

M. le président : Depuis vous avez encore déposé jusqu'à trois cent quatre-vingts actions? — R. J'ai retiré les actions déposées la première fois au Sous-Comptoir d'es-compte. Il y a eu un intervalle. Puis j'ai fait un second dépôt.

D. Avez-vous rendu les actions à Grellet? — R. Oui, monsieur.

D. Avez-vous vendu des actions? — R. Pas de celles déposées à la Banque.

D. Expliquez-nous comment vous avez pu supposer un moment que Grellet fut propriétaire de 380 actions? — R. J'étais sans défiance. J'ai pensé que les actions du second dépôt étaient les mêmes du premier. J'ai cru que Grellet, d'après ce qu'il m'avait dit, avait gagné de l'argent à la Bourse, et, en outre, avait reçu des dépôts de sommes appartenant à des personnes de notre pays.

D. Avez-vous eu des relations avec Carpentier? — R. Non.

D. Et avec Parot? — R. Non, monsieur.

M. le président d'une lecture d'un reçu de 120,000 fr. délivré à la Banque le 1^{er} novembre 1853.

D. Grellet, ces 240 actions provenaient de celles sous-traitées à M. de Lantillac? — R. Oui, monsieur.

D. Indépendamment de celles-là, il en a été engagé 140? — R. Je présume que c'étaient des actions de M. de Rothschild.

D. Assollant vous a remis ces actions? — R. Oui, monsieur.

D. Que sont devenues les 240 actions Lantillac? — R. Je crois qu'elles sont rentrées dans les dossiers de MM. les administrateurs.

D. Est-il vrai que vous avez dit à Assollant que vous teniez ces valeurs de personnes de votre pays? — R. Oui, monsieur; mais je ne disais pas la vérité à mon père.

D. Pourquoi n'avez-vous pas fait ces dépôts vous-même? — R. Je ne pouvais d'abord pas les faire au Sous-Comptoir, dont M. Delebecque et Dalon étaient administrateurs. En voyant ma signature, on aurait découvert le pot aux roses.

M. le marquis Dalon fait observer qu'il n'y a point d'actions Lantillac entre les mains des administrateurs.

M. Paul Marchand, docteur en médecine.

D. Expliquez-vous sur les faits à votre connaissance? — R. Je connais Grellet depuis l'enfance; je l'ai retrouvé à Paris; j'étais intime avec lui. En 1855, j'étais à l'hôpital Lariboisière; je vis Grellet chaque jour; nous déjeunions ensemble. Un jour, Grellet me demanda comme un service de déposer pour lui 100 actions; il me donna les indications suffisantes; je lui rendis l'argent. Une autre fois je déposai à la Banque. Il me dit que les titres étaient à d'autres personnes pour lesquelles il opérait. Je fis un troisième dépôt au Comptoir national. Les premières actions ont été vendues. Celles de la Banque, il était désolé de les voir vendre; mais elles furent vendues néanmoins.

Je n'ai agi que d'après ses indications, de confiance et sans intérêt.

D. Expliquez-vous sur les jeux de Bourse. — R. Grellet me pria de donner des ordres pour lui; je le fis, au bout de quelque temps, par l'intermédiaire d'amis employés chez des agents de change. Je n'ai été que l'instrument confiant de Grellet. En général, c'étaient des opérations à prime. Grellet perdait de l'argent; je l'engageai à cesser. Je le croyais riche; il aurait trouvé beaucoup d'argent dans notre département, s'il avait voulu.

Depuis 1856, je n'ai fait que de très petites opérations pour lui. Je croyais qu'il renoncera à la Bourse pour entrer dans une existence plus tranquille.

D. Combien Grellet vous a-t-il remis d'obligations? — R. Une centaine, je crois.

D. Expliquez-vous donc comment vous avez pu le croire propriétaire de ces valeurs énormes, et vous engager dans des opérations aussi scabreuses. — R. Grellet passait pour riche.

D. Quant à Carpentier, vous a-t-il chargé d'opérations? — R. Jamais.

D. Que savez-vous de l'existence de Carpentier? — R. Comme homme privé, Carpentier était un charmant garçon. Je lui ai fait quelques observations sur sa maîtresse; mais je ne pensais pas qu'il fût entraîné par là à commettre de mauvaises actions. J'ignore ce que Carpentier pouvait donner d'argent à Georgette.

D. Avez-vous connu qu'il eût entre Carpentier, Grellet et Parot une association? — R. Non, monsieur.

Parot prie M. le président de demander au témoin s'il était un mauvais étudiant. — R. Parot avait la réputation d'un jeune homme sage, modeste et laborieux. Dans les derniers temps je ne le voyais que rarement.

Joseph Bourvi, employé.

D. Faites votre déclaration. — R. Je n'ai rien à dire sur Grellet et Carpentier. J'ai fait deux emprunts sur actions à la Banque pour Parot; je lui ai remis l'argent.

D. Comment avez-vous connu Parot? — R. Par un de ses amis, que j'ai connu au collège de Poligny.

D. Ainsi vous avez fait deux dépôts, l'un de 200, l'autre de 150 actions? — R. Oui.

D. Les avez-vous retirées? — R. Oui, monsieur, avec des fonds que m'a remis M. Parot.

D. Pouvez-vous préciser les époques? — R. Le premier dépôt au Sous-Comptoir a eu lieu, je crois, en décembre 1853; le second à la Banque, trois semaines plus tard.

M. le président : Parot, expliquez comment en un mois de temps vous avez eu en votre possession une aussi grande quantité d'actions? — R. Je les ai reçues de M. Grellet. L'argent, je l'ai employé soit en différences de Bourse, soit en retraits d'actions.

D. L'accusation, en ce qui vous concerne, c'est d'avoir été l'agent et le moteur de l'association pour jouer à la Bourse, et d'avoir su d'où venaient les valeurs qui vous étaient transmises par Grellet. — R. Je nie, monsieur le président, avoir su où M. Grellet prenait les valeurs. Si j'ai employé plusieurs personnes, c'est que la Banque restreignait le chiffre de ses prêts pour chacun, pour les rendre plus généraux. J'ai joué souvent quitta ou double à la

Bourse : c'était forcé ; je voulais que l'argent rentrât à Grellet.

D. C'était forcé, dans vos idées de joueur. — R. Ma préoccupation était que Grellet réparât ses pertes.

D. Saviez-vous que Grellet puisait ces quantités d'actions dans les caves du chemin du Nord ? — R. Grellet me disait les tenir de trente ou quarante tiers.

D. Grellet, que dites-vous ? — R. C'est un pur roman, ce que dit M. Parot. Je n'ai jamais exposé les valeurs appartenant à diverses personnes.

D. Les lui avez-vous remises pour alimenter le jeu ? En connaissait-il l'origine ? — R. Oui, monsieur.

François Buisson : Je n'ai qu'un souvenir un peu confus des affaires faites par Grellet.

D. Expliquez-nous comment vous connaissiez Grellet et Parot ? — R. Parot et M. Grellet ont été mes condisciples. Je n'ai jamais fait d'emprunts pour Carpentier. Je crois que M. le juge d'instruction n'a pas parfaitement rendu ma pensée dans son procès-verbal. Je n'ai pas fait d'opérations pour Parot.

D. Comment ! Parot ne vous a pas chargé d'engager des actions ? — R. Il a pu me transmettre des actions, mais il ne m'a pas dit : Engage-les pour mon compte.

D. Je vais vous lire vos déclarations dans l'instruction : « Je n'ai jamais été en rapport d'affaires avec Carpentier. Grellet passait pour être le mandataire de personnes bien placées. Je croyais Grellet enrichi à la Bourse ; je pouvais donc croire Grellet légitime propriétaire des actions qu'il me remettait. Je n'avais aucune espèce de défiance. Je ne puis me rappeler lequel, de Grellet ou de Parot, m'a fait faire le plus grand nombre d'affaires. Je n'ai jamais eu d'intérêt d'argent dans ces services d'ami. »

D. Arrivez au fait. Il a été question, hier, d'une réunion rue Richelieu ; vous y étiez. Il y avait là trois joueurs, trois associés ; vous avez sonné l'alarme ? — R. Il y a eu plusieurs réunions relativement à un M. Narsy. Il y a eu des discussions ; j'ai voulu me retirer. On m'a retenu. Je suis parti avant la fin de la discussion.

Parot : Je n'ai pas fait engager d'actions par Buisson. J'ai supplié Buisson d'intervenir entre moi et Narsy.

M. le président, au témoin : Retirez-vous. Goepfert, chef de la comptabilité du chemin de fer du Nord : J'ai reçu de l'administration du chemin de fer mission de vérifier les écritures de Carpentier. J'ai constaté sur les livres des mentions fausses, destinées à masquer les déficits de caisse.

D. Montrez à MM. les jurés les fausses mentions qui se trouvent sur les livres. — R. Voici d'abord une mention d'un versement de 500,000 fr. à la Banque de France ; il n'en est pas fait mention sur le carnet. A la date du 4 février, il y a sur le registre une mention d'un versement de 100,000 fr. ; sur le carnet de la Banque, pas de mention. Le 4 mars, versement de 200,000 fr. ; rien sur le carnet. Au 31 mars on simule un retrait de la Banque de France dont le carnet ne fait pas mention. Le 31 juillet, un retrait de 800,000 fr. ; pas de mention sur le carnet. Au 1^{er} août, on simule un versement de 800,000 fr. ; pas de mention. Le 16 août, versement de 100,000 fr. ; pas de mention sur le carnet. A la date du 1^{er} août, il est fait mention d'un envoi aux agents comptables de 309,000 fr. ; il n'a été versé que 49,000 fr. aux agents comptables.

M. le président : MM. les jurés remarqueront que toutes ces fausses mentions dissimulaient un déficit de caisse de 1,566,000 fr. environ.

M. le président, à Carpentier : Qui a écrit ces mentions ? — R. Un employé sous mes ordres.

M. le président : Les détournements sont constants, et, en outre, ces mentions constituent le crime de faux. Grellet, qu'avez-vous à dire ?

Grellet : Je ne savais pas au juste comment procédait Carpentier. Cependant je pensais bien qu'il s'arrangeait pour dissimuler ses déficits de caisse ; je ne pensais pas à des faux.

Georgette Rollet, lingère.

D. Vous avez eu des relations avec Carpentier ? — R. Oui, monsieur.

D. Quelles sont les dépenses que vous lui occasionniez ? — R. 300 ou 400 fr. au plus par moi.

D. Vous remettait-il de l'argent ? — R. Jamais.

D. On a trouvé chez vous 33 obligations du chemin de fer de Lyon, des coupons de rente, diverses sommes en or, en billets de banque et d'autres valeurs. On a soupçonné que ces valeurs-là étaient le résultat de la générosité de Carpentier ? — R. Non, monsieur, cela n'est pas.

D. Pendant combien de temps vos relations ont-elles duré ? — R. Deux ans et demi.

D. N'est-ce pas pendant ce temps que vous avez obtenu tout cela ? — R. Je n'ai pas eu que M. Carpentier.

Carpentier : Je n'ai jamais donné à madame de l'argent en bloc.

M. Fournier, notaire à La Chapelle-Saint-Denis : J'ai connu Guérin à La Chapelle. Il a fait des acquisitions chez moi. Il m'a dit qu'il avait gagné de l'argent à la Bourse et qu'il avait fait un héritage.

D. Ne l'avez-vous pas connu très gêné en 1848 ? — R. Il avait fait bâtir. Il a pu par suite être gêné.

D. Plus tard, il a acheté pour 100 et quelques mille francs de terrain ; est-ce que cela ne vous a pas semblé extraordinaire ? — R. Il m'avait dit avoir fait un héritage et gagné à la Bourse ; je le croyais riche.

D. Ne l'avez-vous pas recommandé à un agent de change ? — R. M. Guérin m'a demandé une attestation d'individualité. Je n'ai pas cru devoir m'y refuser.

D. Est-il à votre connaissance qu'il ait fait des placements d'argent autres ? — R. Vaguement, monsieur, par le notaire des Batignolles.

D. Est-il vrai, Guérin, que vous avez dit avoir fait une succession ? — R. Oui ; mais elle n'existait pas.

Le témoin suivant, commissionnaire de roulage, dépose : Je connais Guérin. Il est venu avec Pirand me proposer une expédition pour Valparaiso, 70 caisses environ, valeur de cent et quelques mille francs. Je n'ai plus revu Guérin. J'ai revu Pirand, je lui ai remis les connaissances.

D. Guérin, convenez-vous de ce fait ? — R. Oui, monsieur.

D. D'où provenaient les 160,000 francs ? — R. Des ventes d'actions.

M. Eugène Lepître, architecte : Les faits que je connais ne concernent que Guérin. J'ai fait des constructions pour Guérin. J'ai entendu dire qu'il avait fait un héritage.

D. Ne vous a-t-il pas prêté 15,000 fr. ? — R. Guérin me les a prêtés, plus 9,000 fr.

D. Ne vous a-t-il pas remis procuration pour gérer ses affaires ? — R. Oui, monsieur, pour payer les ouvriers.

D. Combien vous avait-il laissé d'argent ? — R. Une quarantaine de mille francs.

M. le président : D'où venaient toutes ces sommes ? Guérin : De la même source.

M. Lachaud : Toutes les maisons peuvent aller ensemble à 300 et quelques mille francs.

M. Bataillon, liquoriste, ex-employé au chemin de fer du Nord : J'ai connu Guérin au chemin de fer.

D. Vous lui avez rendu des services ; de quelle espèce ? — R. Guérin m'avait obligé, il me pria de lui engager des actions, je l'ai fait trois fois : la première, 45 ; la deuxième, 90 ; et la troisième, 150 ; tantôt à la Banque, tantôt au Comptoir ; en tout, 280 environ.

D. Pourquoi avez-vous fait ces engagements ? Vous ne

pouviez pas le croire propriétaire de pareilles valeurs ? — R. Il m'a dit avoir de la fortune.

D. Précisez les époques. — R. Le premier engagement a eu lieu en 1854 ; les autres successivement de trois en trois mois. J'en ai retiré avec les fonds à Guérin, etc les lui ai rendus.

D. Guérin, quand Bataillon vous rendait ces services, vous étiez encore au chemin de fer du Nord ? — R. Oui, monsieur.

D. Quelles sommes avez-vous reçues ? — R. Je m'en souviens pas.

D. Une somme ne vous a pas été rendue ; est-elle restée à Grosjean ou à Bataillon ? — R. A Grosjean.

M. Auguste Carpentier, facteur au chemin de fer : Je connais Guérin depuis 1835. J'ai eu besoin d'argent ; il m'a donné une lettre pour Grosjean, qui lui en avait. Grosjean me dit : « Je ne lui dois rien ; il perd sans doute la tête depuis qu'il est devenu millionnaire. Je m'oppose que M. Guérin mette un tiers dans nos affaires. »

D. Quelle vie menait Guérin à Bruxelles ? — R. Il était très bien vu.

M. le président : Guérin, qu'est-ce que c'était qu'une dame qu'on a vue en Belgique avec vous ?

Guérin : C'est une dame qui m'a soigné lorsque j'étais malade.

Grosjean, marchand de tabac : Je connaissais Guérin depuis longtemps. Vers la fin de 1854, il m'annonça un changement de fortune. Il me dit qu'il avait fait la connaissance d'une dame fort riche. Il me proposa de l'argent pour faire des affaires. Il me conseilla d'acheter 24 actions. Il me prêta d'abord 7,000 fr., puis 6,000 fr. Je lui rendis cet argent en juin. Six mois plus tard, il me prêta 5,000 fr. Je lui rendois 4,200 fr.

D. L'intérêt de votre déposition c'est de constater cette générosité de Guérin vis-à-vis de tout le monde. — R. Il m'a prêté ce que je vous ai dit.

D. Vous a-t-il pas pris d'engager des actions ? — R. Non, monsieur.

Guérin : Le témoin désirait opérer à la Bourse, je lui ai prêté de l'argent, c'est vrai.

D. D'où provenait cet argent ? — R. Mon argent provenait de la vente d'actions du chemin de fer du Nord.

M. l'avocat-général : N'avez-vous pas 60,000 francs en billets de Banque ? — R. Non, monsieur.

M^{lle} Anais Dubut.

D. Connaissez-vous les accusés ? — R. Je ne connais que M. Parot, qui est le mari de ma sœur.

D. Que savez-vous ? — R. Rien, monsieur.

D. Expliquez-vous sur le départ de Parot. Votre sœur Félicie avait été la maîtresse de Parot. Ils vous ont laissé en garde deux enfants ; ils sont partis pour l'Amérique. Comment avez-vous vécu avec ces enfants ? — R. J'ai vendu 600 francs une garniture de chemise.

D. On a retrouvé sur vous 120 francs en or ; qu'étaient-ce que cet argent ? — R. Le reste de la vente.

D. Votre sœur vous a écrit d'Amérique ; il paraît que la lettre a été saisie. (M. le président donne lecture de cette lettre, dans laquelle Félicie Dubut cherche à rassurer sa sœur. On y trouve ce passage : « Que les billets doux soient toujours bien cachés... » L'accusation suppose que le mot « billets doux » veut dire « billets de Banque. » Avez-vous entre les mains de l'argent ou des billets de Banque ? — R. Non, monsieur.

D. Parot, expliquez-vous.

Parot : C'était des billets que Félicie Dubut voulait garder par malice de femme, pour les envoyer à d'autres personnes, si j'avais voulu faire un autre mariage.

Il résulte de l'incident que Anais Dubut a brûlé les billets.

Femme Rochard, lingère.

D. Que savez-vous ? — R. Je ne connais que M. Parot.

D. Avez-vous été chargée par Parot de quelques négociations ? — R. Jamais, monsieur.

D. Ne vous êtes-vous pas réunie à Anais Dubut après le départ de la sœur ? — R. Quelques jours, monsieur.

D. Votre mari n'était-il pas au service de Parot ? — R. Il était chez M. Parot, comme piqueur.

D. Votre mari n'a-t-il pas suivi Parot en Amérique ? — R. Mon mari est en effet allé en Amérique ; il y est encore aujourd'hui.

M. Elie Dufaure : Je désirerais que M^{me} Rochard expliquât comment elle connaissait M^{me} Parot et Parot. — R. J'ai occupé M^{me} Parot comme lingère, et je me suis associée avec elle.

M. Henri-Frédéric Rochard, gendarme de la garde : J'ai connu Parot parce qu'il venait chez mon frère.

D. Parot vous a-t-il demandé de faire des affaires pour lui ? — R. Jamais.

D. Depuis son départ, avez-vous reçu de ses nouvelles ? — R. Non, monsieur.

D. On a saisi une lettre adressée à vous par Parot, dans laquelle il rappelle des promesses de dévouement, etc. — R. C'est sans doute à mon frère, monsieur ; dans tous les cas, c'est du latin pour moi.

D. Parot, expliquez-vous sur cette lettre.

Parot : Je rappellerai à Rochard de prendre soin de mes affaires, notamment au sujet d'actions de l'Hippodrome.

D. Que voulez-vous dire par ces paroles : « Pour vivre, prenez de l'argent où vous en trouverez ? » — R. Cela voudrait dire : demandez-en à M. Pierre Grellet.

D. Pourquoi Rochard est-il resté en Amérique ? — R. Faute d'argent, il s'est placé comme domestique.

Femme Moreau, limonnière : Je suis la cousine de Parot.

D. Parot vous a-t-il parlé de ses affaires de Bourse ? — R. Fort rarement, monsieur.

D. Vous avez engagé 240 actions du Nord. Expliquez-vous là-dessus ? — R. J'ai porté ces actions à la Banque et j'ai rapporté l'argent à Parot.

D. Les avez-vous été retirer ? — R. Je crois qu'on.

D. Vous avez reçu de ses nouvelles d'Amérique ? — R. Oui, monsieur.

D. Vous lui annonciez 1,000 fr. Où deviez-vous les prendre ? — R. En divers endroits.

D. Vous prétendez qu'il ne vous avait pas laissé d'argent ? — R. Oui, monsieur.

M. Léonard Barbe : Je suis le beau-frère de Parot.

D. Était-il à votre connaissance que Parot et Grellet jouaient à la Bourse ? — R. Oui, monsieur, mais je ne connaissais pas leurs affaires.

D. Que signifie une lettre dans laquelle Parot vous écrit en termes assez mystérieux ? — R. Je l'ignore, monsieur.

D. Parot, qu'entendez-vous par ces expressions : « Félicie vous dira tout, et n'allez pas à la Chaussée-d'Antin... » ?

Parot : Je désirais que mon beau-frère fit pour moi des retraits de sommes, et je ne voulais pas qu'il fût témoin dans ma maison du bruit occasionné par mon départ.

D. Avez-vous fait des dépôts d'actions pour Grellet ? — R. Oui, monsieur.

D. Grellet, expliquez-vous. — R. Je ne puis avoir jamais remis d'actions à M. Barbe.

M. Elie Dufaure oppose à Grellet une pièce signée de lui, et indiquant un dépôt d'actions à faire au Sous-Comptoir.

Grellet : Parot était allé à Sainte-Pélagie ; j'allais le voir tous les matins. C'est pour la compte de Parot que je donnais une commission à M. Barbe.

M. le président donne lecture de la déposition d'un sieur

Daux, qui n'a pu être retrouvé. M. le président fait observer que cette déclaration fait voir un besoin d'argent de la part de Parot attribué par l'accusation à ses projets de départ.

M. le président demande à Grellet de s'expliquer sur les termes dans lesquels il se trouvait alors avec Parot.

Grellet raconte que depuis quelque temps il était brouillé avec Parot, qu'ils se sont retrouvés sur le bateau l'Atlantique sans que l'un se doutât du départ projeté par l'autre.

M. Lamartinière, courtier : J'ai fait quelques ventes d'actions à la Bourse pour Parot.

M. le président, à Parot : D'où vous venaient les cent actions que vous faisiez vendre par Lamartinière ? — R. Elles étaient le résultat d'affaires entre Grellet et moi.

César-Victor Courtier, propriétaire : En 1854, M. Parot m'a commandité pour des opérations de Bourse. M. Parot m'a emprunté 15,000 francs sur dépôt de 50 obligations du Nord. Le lendemain, je les ai vendues sur la demande de Parot.

M. le président : Parot, expliquez-vous. D'où vous venaient ces 50 obligations.

Parot : De M. Grellet, monsieur.

M. le président : Il y a un autre fait : le 29 août, vous courez chez le témoin, vous lui demandez 22,000 francs contre une garantie hypothécaire de 19,000 francs. L'accusation voit dans le fait Lamartinière, rapproché des 22,000 francs obtenus de Courtier, des efforts pour réunir un capital avec lequel vous pussiez fuir en Amérique.

M. Courtier déclare, sur l'interpellation de M. Elie Dufaure, qu'il y avait chez lui deux comptes distincts, l'un au nom de Grellet, l'autre au nom de Parot.

M. l'avocat-général tient à ce qu'il soit constaté que Parot a répondu pour Grellet, vis-à-vis de M. Courtier.

M. le président : Nous allons entendre maintenant les témoins relatifs à l'accusation de banqueroute frauduleuse, dont Parot seul a à répondre.

M. Alphonse Quatremer, syndic de la faillite Parot : J'ai fait apposer les scellés chez M. Parot. M. Florent me déclara qu'il avait acheté le fonds de marchand de chevaux de Parot pour 45,000 francs ; que pour le reste, consistant en chevaux et en voitures, cela avait été réglé entre eux en valeurs à leur convenance. A l'inspection d'un écrit qui me fut présenté, je crus reconnaître une vente simulée et quittance, dans le but de détourner l'actif de Parot. M. Florent a été mis hors de cause moyennant une transaction, par laquelle il restituait 20,000 francs dont il avait pu bénéficier. Le second fait me paraissant un fait de banqueroute frauduleuse, ces valeurs de mobilier, qui paraissent également simulées. Je n'ai pas trouvé de livres.

Parot : Je prétends ma vente à Florent parfaitement sérieuse, ainsi que le transport fait à Grellet.

Grellet : Cette vente n'a pas été faite la veille du départ. Elle était en projet depuis longtemps. M. Florent devait remettre 13,000 fr., sur mon indication, à un de mes parents qui me les avait prêtés. Dans la précipitation de mon départ, j'omis de prévenir M. Florent.

M. Elie Dufaure rappelle les circonstances dans lesquelles Parot a été déclaré en faillite.

M. Léopold, huissier. Le témoin déclare avoir reçu de Parot des valeurs à recouvrer.

M. Antoine Florent, vétérinaire. Le témoin explique longuement comment il a été mis en rapport avec Parot par Grellet, et a acheté pour 45,000 fr. le fonds de commerce de Parot.

Il ajoute : « M. Grellet m'a dit que je ne paierais réellement que 30,000 fr. »

D. Quel jour a été fait l'acte de vente ? — R. Il a été signé le 28 ou le 29 août, enregistré le 1^{er} septembre.

D. Qu'avez-vous payé sur les 45,000 fr. ? — R. Ce que Grellet avait à moi.

D. Le prix avait été quittance sur l'acte enregistré.

Parot demande qu'il soit fait une distinction entre les deux ventes, l'une projetée, l'autre réalisée.

Pierre-Thomas Grellet, employé de commerce : Je suis le frère de l'accusé Grellet. J'étais employé chez Parot.

D. Qu'avez-vous fait ou connu ? — R. J'ai payé diverses sommes que Parot m'avait chargées de payer. J'ai fait ces paiements avec l'argent des meubles et 900 fr. que j'ai touchés. Je n'ai point connu à l'avance le départ de mon frère et de Parot.

M. Parot, marchand de vins : J'ai acheté les meubles de M. Parot. C'est M. Pierre Grellet qui me les a vendus. J'ai été mis en rapport avec M. P. Grellet par un courtier en meubles. On m'a dessaisi des meubles.

TEMOINS CITES A LA REQUÊTE DE PAROT.

M. Jules Vincent, architecte : Je n'ai jamais eu à me plaindre de M. Parot, ni supposé qu'il voulait me faire tort.

M. Jean Angard, facteur à la Halle : J'ai eu affaire à Parot, je n'ai qu'à me louer de nos relations.

M. Louis-Antoine Lesparre, garde du commerce : M. Parot me doit une petite somme pour des actes de mon ministère. Je l'ai toujours cru honnête et de bonne foi.

M. Pierre-Martin Charcot, carrossier : Je n'ai jamais eu à me plaindre de Parot, en affaires.

M. Quinot, coiffeur rue de la Victoire, fait une déposition sans importance.

M. François Borgeau, marchand de chevaux : Je connais trois des accusés. Je considérais Parot comme un commerçant probe et actif.

M. Charles Tissot, marchand de chevaux : J'ai fait des affaires de chevaux avec M. Parot ; je n'ai eu qu'à me louer de lui.

M. Emmanuel Tissandier, inspecteur au chemin de fer du Nord, de meurant à Calais.

M. le président, sur la demande de M. Elie Dufaure, adresse au témoin la question suivante : Avez-vous eu connaissance, en Amérique, de lettres écrites par Grellet à un sieur Charmet ? — R. Oui, monsieur.

D. Qu'y avait-il dedans ? — R. Il y avait des passages comme ceux-ci : « Je dirai la vérité, c'est M. Robert qui m'a donné les actions de Lanfilhae. »

M. le président : Grellet, lisez-vous. Qu'avez-vous à dire ?

Grellet : Je mentais dans la lettre dont on parle. La mémoire de M. Robert doit être à l'abri de tout soupçon. Quelques paroles sont échangées entre les délégués.

M. Chaix-d'Est-Ange dit : J'ai les lettres, et j'en vais, si l'on veut, donner lecture.

M. Chaix-d'Est-Ange lit les deux lettres adressées par Grellet à Charmet.

Voici le texte de ces lettres :

En mer, 10 juin 1857.

Mon cher Charmet,

Quelques heures avant d'arriver à Southampton, je vous fais quelques lignes, que je me propose de vous faire passer par le prochain courrier de Liverpool à New-York. J'ai bien été contrarié de partir sans vous dire un mot d'adieu et sans vous serrer la main, vous qui avez été si bon pour moi. Prenez patience, mon cher ami ; je ne puis rien à présent, mais avant peu, j'espère vous prouver ma reconnaissance. Quelque éloigné que je puisse être, vous serez toujours avec moi. J'ai fait une très bonne traversée, je n'ai pas été un instant malade. J'ai rencontré à bord quelques personnes excessivement bonnes pour moi, parmi lesquelles M. Berger, le vice-consul d'Espagne aux Etats-Unis, et quelques autres jeunes gens qui m'ont fait passer des jours moins tristes que ceux que j'aurais pu passer, si je n'avais eu que mon compagnon de voyage.

(C'est le brigadier de police Meslin.)

Je n'ai du reste nullement à me plaindre de ce dernier, qui a été continuellement à mes petits soins, seulement vous comprenez la réserve que j'ai dû suivre vis-à-vis de lui. J'ai su dire d'une manière positive, c'est que l'argent et les bijoux qu'on a pris à Parot et à moi sont toujours à New-York enfermés dans une boîte. Le fait est certain, m'a-t-il dit ; envoyez-m'en un peu pour votre gouverneur. Cette lettre que je vous écris, je vous prie de la communiquer à Parot, car elle est autant pour lui que pour vous. Je lui aurais écrit, mais je ne sais pas avec qui je me trouve précisément, étant à bord avec trois cents autres passagers ; car qui sait si, à part moi, mon compagnon, il ne se trouve pas quelque ami complaisant ? Que Parot ne craigne rien ; dites-lui que c'est toujours entre nous comme ça a été convenu dans la cour, que seulement il ne s'effraye pas si on fait tomber sur lui quelques torts.

Je ne sais si j'aurai le plaisir de pouvoir vous écrire, ainsi qu'à lui, jusqu'à mon jugement, car je vais être très soigné, je présume ; mais ne soyez nullement inquiet, ni l'un ni l'autre. J'ai gardé jusqu'à présent le silence sur bien des choses, mais le moment va venir où il faudra tout divulguer ; je ne cacherais pas que c'est M. Robert qui m'a donné les 240 actions d'antillais, pour les faire déposer à la Banque, et en retirer l'argent que je lui ai remis. Parot m'a parlé aussi plusieurs fois qu'il avait fait des opérations pour M. Robert, et qu'il avait vendu un millier d'actions.

Aussitôt cette lettre reçue, il faut que Parot écrive une lettre à M. le juge d'instruction, en lui disant qu'il est de son devoir de lui dire qu'il part les actions qu'il a reçues de Carpentier et de moi, il en a reçu un millier environ de M. Robert, pour lesquelles il a fait des opérations et des ventes dont M. Robert a toujours reçu les bordereaux à l'appui, tout ceci en dehors de nous. Il est nécessaire que Parot fasse cela, qu'il dise aussi que ça date de fin de 1852, comme ça existe réellement.

Que Parot tienne bon à New-York jusqu'au dernier moment, et surtout qu'il se mette les jours où il y a des bateaux pour le Havre ; qu'il ait quelqu'un avec lui ou près de lui pour qu'on ne lui joue pas un mauvais tour. Aussitôt que vous aurez donné connaissance de cette lettre à Parot, détruisez-la, je vous en prie ; les papiers ne sont pas bons à conserver. Il faut un rouls aigre, c'est à peine si je puis vous écrire. Je vous serre la main de bon cœur, ainsi qu'à Parot, sa femme et ceux qui s'intéressent à moi.

A vous de cœur,

Louis.

En vue de Southampton, deux heures du matin, 11 juin 1857.

Mon cher Charmet,

Mon compagnon de voyage a fait en route la connaissance de M. Wilkins à qui il a parlé de moi. Probablement que M. Devoe a pensé ou a deviné que je devais vous écrire ; aussi est-il venu me prier, si je vous envoyais un mot, de vous dire qu'il avait fait un très bon voyage, et qu'il vous faisait dire mille choses aimables. Ma première lettre étant faite, je fais celle-là pour la remettre en mains à M. Devoe, afin qu'il voie que je suis très obéissant. J'ai fait moi-même une très bonne traversée ; je suis un peu la bête curieuse pour tout le monde à bord, mais ceci ne m'empêche pas de rencontrer des figures, sinon tout amies, du moins très sympathiques. Plusieurs personnes, parmi lesquelles, m'a-t-on dit, de charmantes, ont pris une part très vive à la peine que je dois éprouver d'être dans une pareille position. Il paraîtrait que, pendant la traversée, ma figure leur a plu un peu ; je suis décidément porté à croire que je ne suis pas tout à fait une canaille.

J'ai été bien traité à bord ; le premier jour l'on m'avait placé aux premières, où je ne me plaisais pas beaucoup. Un des officiers s'en étant aperçu, est venu

remarqué pour la première fois qu'en sortant de chez elle, elle avait hermétiquement fermé toutes les ouvertures de la maison; le feu qui, en effet, a couvé plusieurs heures ne pouvait donc éclater de suite. Aucune cause accidentelle d'incendie n'existait dans la maison; nul n'avait intérêt à incendier cette chétive demeure, et personne de suspect n'avait été vu dans le hameau, ni près des bâtiments incendiés qui sont isolés du village.

A ces présomptions générales des charges vinrent se joindre : ainsi le feu avait commencé, lorsqu'un des secours étaient heureusement intervenus, à se communiquer du premier à la chambre à coucher par un chemin assez spacieux situé au-dessus du lit, dans le plancher; ce trou a été fait pour rendre plus facile l'exécution du crime : plusieurs témoins, en effet, ont déclaré qu'il n'existait pas de femme Piébourg à déclarer, contrairement à ce qu'il était pratiqué depuis un an. Ces circonstances, d'ailleurs, ont été constatées par la plus haute gravité; c'est dans cette partie du bâtiment que le feu a été mis. Deux heures avant son départ, la femme Piébourg a été aperçue dans le grenier même; ce dernier fait devient plus significatif encore par les mensonges de l'accusée qui s'est efforcée de donner à l'assertion des témoins à cet égard un poids dément; mais les propos de l'accusée, aussi bien que ses actes, trahissent sa conscience coupable. Avant et après la perpétration du crime, la veille, comme, si elle voulait préparer son voisinage à l'événement du lendemain, elle dit tout haut qu'elle vient de se faire tirer sa bonne aventure, qu'elle serait brûlée et ne pourra l'éviter. A son retour de Chavernay, la nouvelle de l'incendie a laissa profondément émue. En arrivant à son domicile, elle se précipita vers l'étable et la grange et revient en s'écriant : « Le commissaire qui me soutenait à Bonneval que le feu avait pris à la cheminée; je savais bien qu'il n'avait pas pris là ! » Cette parole indique clairement le but de l'accusée : elle ne veut pas laisser croire que l'incendie peut être le résultat d'une imprudence de sa part, du feu, par exemple, laissé dans la cheminée pendant son absence.

Le 1^{er} avril 1856, Piébourg avait fait assurer son mobilier et ses récoltes. Malgré la lecture donnée par l'agent de la compagnie de l'article des statuts qui défend de bénéficier au moyen de l'assurance, il assura son mobilier et ses récoltes pour une somme double de leur valeur, c'est-à-dire pour 1,000 francs les meubles, et pour 800 francs les blés. Il est convenu lui-même de cette exagération que, du reste, il ne pouvait pas nier. C'est en vain que sa femme se retranche dans une ignorance effective de ce qui s'est passé alors. A l'époque de l'incendie, le mobilier estimé par Piébourg 1,000 francs l'année précédente valait à peine 139 francs, et toutes les récoltes étaient vendues à l'exception d'une certaine de bottes de paille d'avoine renfermées dans la grange et dans le grenier de l'étable. L'intérêt de l'accusée à voir la maison détruite par le feu n'est devenu que trop évident, et la circonstance qu'elle démontre est une nouvelle preuve de la mauvaise foi des époux Piébourg; leur profonde immoralité est du reste établie par les éléments de l'instruction : réduits aux derniers besoins et recevant des secours du bureau de bienfaisance, ils ne craignaient pas en outre de chercher des ressources dans les plus honteuses manœuvres; c'est ainsi qu'on les voit tous les deux successivement chercher à extorquer de l'argent en inspirant de la confiance au moyen d'une lettre attribuée au beau-frère de Piébourg, et écrite longtemps après sa mort. Plusieurs autres faits de même nature ont été recueillis par l'instruction.

Enfin, l'accusée et son mari sont des repris de justice et, tous deux déjà condamnés pour vol, font leurs sociétés habituelles de réclusionnaires et de forçats libérés. Les dénégations obstinées de la femme Piébourg ne sauraient donc égarer la justice; ses antécédents et ses habitudes de rapine, l'intérêt qu'elle avait à faire disparaître son mobilier par le feu, son éloignement calculé pendant qu'il éclatait, l'ouverture pratiquée dans le plancher de sa chambre pour faciliter l'embranchement du mobilier, ouverture qui n'existait pas auparavant, sa présence dans le grenier où le feu a pris, par elle mis et constaté par les témoins, l'incendie d'avoine annoncé par elle, le calme dont elle a fait preuve en l'apprenant et son empressément à soutenir que le feu n'a pas pris dans sa chambre à coucher, toutes ces circonstances sont autant de preuves irrécusables de sa culpabilité.

En conséquence, la femme Piébourg est accusée d'avoir, en mai 1857, à Bonneval, volontairement mis le feu à un édifice habité appartenant à autrui.

Crime prévu par l'article 434 du Code pénal.

INTERROGATOIRE DE L'ACCUSÉE.

D. Où avez-vous demeuré avant d'habiter La Folie, près Bonneval? — R. A St-Léger-des-Aubées.

D. Vous aviez une mauvaise réputation. Vous avez habité Chartres. A quelle époque êtes-vous venue à La Folie? — R. A la Toussaint de 1855. Notre loyer était de 250 fr.

D. A La Folie, vous avez tenu la même conduite qu'ailleurs? — R. On ne peut rien me reprocher.

D. Avant l'incendie, vous avez vendu vos grains, moyennant 217 fr.? — R. Oui, monsieur.

D. Quant à votre mobilier, votre mari l'évaluait à 400 francs. Après l'incendie, il a été estimé 139 fr.? — R. Je n'en sais rien.

D. Vous avez assuré votre mobilier et votre récolte? — R. Je n'est pas moi qui l'ai fait faire... mon mari.

D. N'est-ce pas après cette assurance que vous avez pensé à mettre le feu? — R. Non.

D. Vous avez dit la veille de l'incendie que l'on vous avait dit en bonne aventure que vous brûleriez? — R. C'est vrai.

D. A quelle époque? — R. J'avais quatorze à quinze ans.

Feuve Normand : Le jour de l'incendie, vers une heure, j'ai vu la femme Piébourg dans son grenier.

L'accusée : C'est faux.

M. le président ordonne l'audition de Piébourg, en vertu de son pouvoir discrétionnaire.

Piébourg : Ma femme ne savait pas pour quelle somme j'étais assuré.

D. Vous avez été travailler à Chavernay? — R. Oui, monsieur.

D. Le dimanche précédant l'incendie, êtes-vous venu? — R. J'y suis venu le 26 avril.

D. N'êtes-vous pas convenu avec votre femme qu'elle mettrait le feu? — R. Non, monsieur.

D. Vous n'avez pas enterré vos effets? — R. Non, monsieur.

D. Connaissez-vous ces boîtes? — R. Non, je ne connais pas ça, ça ne peut venir de chez nous.

M. Sanson, commissaire de police : J'ai vu un trou au-dessus du lit de Piébourg.

D. Lorsque l'on est entré chez vous, le grenier était vide? — R. Il y avait de la paille et de la bryère.

D. Le jour de l'incendie, qu'avez-vous fait? — R. J'ai fait la soupe, j'ai éteint le feu dans la cheminée, et je suis partie à une heure pour aller à Chavernay pour retrouver mon mari.

D. Vous êtes montée dans le grenier? — R. Non, monsieur.

D. Quand vous êtes partie, avez-vous fermé vos por-

tes? — R. Oui, j'avais les clés dans ma poche.

D. Le témoin déclarait que ce n'était pas votre habitude? — R. Si, monsieur.

D. Le feu a pris à l'intérieur; on a remarqué l'absence d'une partie de votre mobilier? — R. Je n'ai rien dit.

D. Il y avait au-dessus du lit un trou? — R. C'est mon mari qui avait mis une planche pour le boucher.

D. On a trouvé enfouies dans les champs deux caisses contenant des effets à vous appartenant? — R. Ce n'est pas moi qui le y ai mises.

TEMOINS.

Rocepon : Un jour, j'ai vu en passant près la maison Piébourg deux lits de plume au soleil.

D. Après l'incendie, qu'avez-vous trouvé? — R. Il n'y avait plus de linge.

Feuve Normand : Le jour de l'incendie, j'ai vu la femme Piébourg dans son grenier; l'échelle pour y monter était au bas de l'ouverture.

L'accusée : C'est un faux témoin.

Feuve Lorin : Peu de jours avant l'incendie je suis allée voir la femme Piébourg dans son lit, je n'ai point remarqué de trou au plancher.

Feuve Lannay : La femme Piébourg est venue voir son mari le jour du feu; elle a couché avec moi et dormi profondément.

Loignonce, agent d'assurances de la compagnie du Soleil : C'est moi qui ai reçu les déclarations de Piébourg.

M. le président : Vous êtes-vous assuré de la valeur de son mobilier et de ses récoltes?

Le témoin : Nous ne le faisons généralement pas...

M. le président : C'est là une irrégularité très regrettable dont je vous blâme au nom de la Cour. Elle encourage la spéculation et pousse à commettre le crime d'incendie. Depuis le renvoi de l'affaire aux assises, on a trouvé enfouies dans un champ exploité par Piébourg deux coffres contenant des effets à l'usage de la femme et des outils démanchés à l'usage de son mari.

M. le président fait approcher Piébourg, lequel arrive de Poissy où il s'est vu condamner à treize mois de prison.

D. Piébourg, qui a caché ces effets? — R. Ce n'est pas moi.

D. Et vous, femme Piébourg? — R. J'y suis étrangère également.

M. le président : Il est évident qu'ils n'ont pu être cachés que par votre volonté à l'un ou à l'autre, peut-être à tous deux.

M. le procureur impérial est entendu. Il insiste sur la culpabilité de la femme. L'accusation morale, dit-il, qui pèse sur le mari, ne saurait faire absoudre celle-ci.

M. Doublet de Boisthibault, avocat, dans une plaidoirie qui a duré plus de deux heures, combat pied à pied l'accusation. Abandonnant le système de l'accusée, il la présente comme un être passif et inintelligent qui a subi la loi menaçante de son mari.

M. le président résume avec clarté les débats. Le jury rapporte un verdict affirmatif, tout en admettant des circonstances atténuantes.

La femme Piébourg est condamnée à six ans de réclusion.

La foule s'écoule vivement impressionnée de ces émouvants débats.

CHRONIQUE

PARIS, 23 SEPTEMBRE.

Par ordre du jour de M. le maréchal commandant en chef l'armée de Paris et la 1^{re} division militaire, M. Arnould, sous-lieutenant au 1^{er} régiment de hussards, a été nommé juge près le 2^e Conseil de guerre permanent de la division, en remplacement de M. Pracomtal, sous-lieutenant au même corps.

Par décision du ministre de la guerre, M. Imbault, adjudant d'administration, ex-greffier près le 2^e Conseil de guerre de Nevers, qui est supprimé par le nouveau Code de justice militaire, remplace M. Grizeau, adjudant sous-officier d'administration près le 2^e Conseil de guerre de Paris, dont la démission a été acceptée. — M. Mennessen, adjudant d'administration, a été, par la même décision, maintenu dans les fonctions de commis greffier.

Ces nominations ont complété le personnel du 2^e Conseil de guerre, conformément à la nouvelle loi.

Dans le courant de la nuit dernière, entre deux et trois heures du matin, un employé, le sieur D..., abordait des sergents de ville en surveillance dans les environs des halles centrales et leur racontait qu'il venait de perdre son portefeuille renfermant diverses valeurs au nombre desquelles se trouvait un billet de la Banque de France.

J'avais pensé, ajouta-t-il, que ce portefeuille m'avait été soustrait par un traître de la rue St-Denis par deux porteurs qui s'y trouvaient en même temps que moi, et je les avais fait arrêter et conduire au poste de la Lingerie; là, ils ont été fouillés, et comme le portefeuille ni rien de suspect n'a été trouvé en leur possession, ils ont été mis immédiatement en liberté. Cependant je croyais mes soupçons bien fondés et j'ai encore peine à croire que j'aie pu perdre l'objet en question. En présence du doute exprimé par le plaignant, les agents se rendirent avec lui au poste de la Lingerie dans le but d'y faire des recherches et de s'assurer si le voleur ne se serait pas débarrassé de l'objet soustrait en le jetant furtivement dans un coin, et, en arrivant, ils apprirent que l'un des gardes de service venait, en effet, de retrouver le portefeuille sous le lit de camp où il avait été, sans aucun doute, jeté à l'insu de tous les hommes du poste et des agents. Le peu de temps qui s'était écoulé entre le vol et l'arrestation du voleur n'avait probablement pas permis à ce dernier de s'approprier les valeurs ou de les faire disparaître, car le portefeuille a été retrouvé intact.

Un ouvrier monteur en bronze paraissant avoir fait de nombreuses stations dans des cabarets suivait hier, d'un pas mal assuré, les bords du canal Saint-Martin, quand tout-à-coup il fit un faux pas et tomba au milieu de l'eau. Un passant témoin de l'accident, le sieur Pilgros, se précipita aussitôt au secours de ce malheureux, qui avait disparu sous l'eau, et parvint à le repêcher déjà à demi-suffoqué, et à le ramener sur la berge. Les soins empreints qui lui furent donnés par le docteur Cornoy parvinrent heureusement à ranimer ses sens et à le mettre peu après hors de danger.

Quelques heures auparavant, un vieillard s'était jeté volontairement dans la Seine, en amont du pont d'Anvers-liz. Des recherches avaient été commencées immédiatement, mais ce ne fut qu'au bout de vingt minutes, après avoir sondé le fleuve dans un assez large périmètre, qu'on parvint à repêcher cet infortuné, qui avait cessé de vivre.

On n'a pas tardé à apprendre que c'était un nommé F..., âgé de 74 ans, sieur de long, qui avait été poussé à cet acte de désespoir par le défaut de travail et de ressources.

Un violent incendie a éclaté hier, vers six heures du soir, dans une distillerie de résine, rue des Poissonniers à Saint-Denis. Le feu a pris dans un bâtiment où se trouvaient les chaudières, à la suite d'une fuite, et il s'est propagé avec une telle rapidité qu'en un instant tout le bâtiment s'est trouvé embrasé. A la première lueur de l'incen-

die, le commissaire de police et les sapeurs-pompiers de Saint-Denis, les pompiers de Saint-Ouen et de Genevilliers se sont rendus au pas de course sur les lieux, et l'on a pu établir immédiatement le service de sauvetage avec le concours d'une nombreuse population. Malheureusement le feu avait trouvé un dangereux aliment dans les graisses et les résines en fusion et dans les huiles, et il avait acquis en peu de temps une intensité redoutable. De plus, on ne tarda pas à reconnaître que l'eau lancée par les pompes ne faisait qu'activer le feu en tombant sur les matières résineuses embrasées, et l'on dut recourir à la terre pour étouffer le feu. Ce dernier moyen a réussi, et, à sept heures du soir, on a pu se rendre complètement maître de l'incendie; mais il ne restait plus que les quatre murs debout, tout ce qui se trouvait dans le bâtiment avait été détruit. La perte est assez importante, mais on n'en connaît pas encore exactement le chiffre. Personne heureusement n'a été blessé. Cet incendie paraît être tout à fait accidentel.

Dans notre numéro d'hier, en reproduisant un jugement de la 7^e chambre correctionnelle, rendu dans une affaire *Coben et autres* (abus de confiance, usure, maison de prêt sur gage), nous avons énoncé par erreur une condamnation à six mois de prison et 25 fr. d'amende comme ayant été prononcée contre la femme Chartier; c'est deux mois de prison seulement et 500 fr. d'amende que le Tribunal a prononcés contre la femme Chartier.

DÉPARTEMENTS.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — On écrit de La Ciotat, 17 septembre, au *Mémorial d'Aix* :

« Un drame épouvantable a eu lieu hier dans la commune de La Ciotat, au quartier de Saint-Jean.

« Le nommé Gerde, maçon du chemin de fer, marié depuis quelques années à une jeune et aimable personne dont il a une petite fille, paraît tous les matins à quatre heures et demi pour se rendre à son travail, laissant sa femme couchée. Le 16, un individu a pénétré dans sa maison, a assassiné la femme, âgée de vingt-trois ans, sa fille âgée de deux ans, et sa nièce âgée de neuf ans. La mère a reçu trois coups de couteau pendant qu'elle allaitait son enfant, le jeune enfant a été égorgé comme un agneau et la nièce a reçu trois coups de couteau, dont un lui a traversé le cou. Après avoir commis ce crime, l'assassin a fouillé tous les meubles et s'est emparé d'une somme de 1,200 francs qui s'y trouvait; il s'est ensuite retiré, après avoir fermé la porte, dont il a emporté la clé.

« Gerde ne voyant pas arriver son épouse, qui avait l'habitude de lui apporter tous les jours son déjeuner, s'en inquiéta et voulut savoir la cause de ce retard. En arrivant chez lui, il trouve la porte fermée à clé, il escalade au premier étage, passe par la croisée, dont il brise une vitre, et entre dans son appartement, où il voit l'horrible crime qui avait été commis depuis son départ. Vous dire dans quel état se trouva ce malheureux, est impossible.

« MM. le juge de paix, le commissaire de police et la gendarmerie se sont immédiatement transportés sur les lieux, et tout porte à croire que l'auteur de ce forfait ne tardera pas à tomber entre les mains de la justice. »

Voici d'autres détails que donne la *Gazette du Midi* sur cet horrible crime :

« Voici quelques détails recueillis, ces jours derniers, sur le triple assassinat commis dans les environs de La Ciotat. Les victimes sont une jeune femme de vingt-quatre ans, enceinte de cinq mois; la sœur de cette femme, petite fille de neuf ans, et un nourrisson de dix-huit mois.

« Ce triple meurtre avait le vol pour but, et il faut que le coupable ait bien connu l'intérieur et les ressources de la maison, car sur une certaine quantité de malles il n'ouvrit que celles qui renfermaient de l'argent appartenant à plusieurs ouvriers et une somme déposée dans un meuble, le tout montant à 1,400 francs.

« L'assassin a été découvert par le mari de la jeune femme, maçon, employé aux travaux du chemin de fer, qui, ne voyant arriver personne pour lui porter son dîner suivant l'usage, est revenu à la maison. Trouvant la porte fermée à clé, il a escaladé le premier étage, et, entrant par une fenêtre dont il a brisé la vitre, il a trouvés trois cadavres noyés dans le sang.

« Les assassins présumés, au nombre de quatre, ont été arrêtés et amenés à Marseille, hier dimanche; ils ont été signalés par un perruquier chez lequel ils étaient allés faire couper leur barbe avant de commettre le crime. »

INSERTIONS FAITES EN VERTU DE LA LOI DU 2 JANVIER 1850.

ARRÊTS DE CONTUMACE.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 16 juin 1857.

Le nommé *John Baldin*, dit *Paul Isaka*, ayant demeuré à Paris, rue d'Hauteville, 41, profession de négociant (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1856, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, en détournant une partie de son actif, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, en vertu de l'article 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme, délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 16 juin 1857.

Le nommé *Bernard-Léon Hirschel*, âgé de trente-un ans, né à Bucharest (Valachie), ayant demeuré à Paris, boulevard Saint-Martin, 43, profession de commissionnaire en marchandises (absent), déclaré coupable d'avoir, en juillet 1853, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, en soustrayant des livres et en détournant une partie de son actif, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, en vertu de l'article 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme, délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 16 juin 1857.

Le nommé *Charles-Vincent Lamoureux*, âgé de trente-huit ans, né à Poitiers (Vienne), ayant demeuré à Paris, rue Popincourt, 64, profession de coupeur de poils (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1856, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse : 1^o en soustrayant une partie de ses livres; 2^o en détournant ou dissimulant tout ou partie de son actif, a été condamné par contumace à dix années de travaux forcés, en vertu de l'article 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme, délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 16 juin 1857.

Le nommé *Casimir Rambaud*, âgé de vingt-cinq ans, né à Toulouse (Haute-Garonne), ayant demeuré à Montrouge (Seine), rue du Moulin-Vert, 27 (absent), déclaré coupable d'être, en 1856, rendu coupable du crime de banqueroute frauduleuse, commis par un commerçant failli, en donnant des instructions pour le commettre et en aidant et assistant avec

connaissance l'auteur dudit crime dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, et en outre dans l'intérêt du failli, en reculant ou soustrayant partie de ses biens, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, en vertu des articles 402 et 403 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 6 juin 1857.

Le nommé *Pierre Fabrot*, âgé de vingt-huit ans, ayant demeuré à Paris, rue de l'Echiquier, 13, profession de commis marchand (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1856, à Paris : 1^o commis un détournement d'une somme d'argent au préjudice du sieur Peyrade, dont il était commis, et 2^o commis le crime de faux en écriture de commerce, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, et cent francs d'amende, en vertu des articles 147 et 164 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 4 août 1857.

Le nommé *Jean Labastie*, âgé de quarante-un ans, né à Baigts (Basses-Pyrénées), ayant demeuré à Paris, rue de Grenelle-Saint Germain, 4, profession de négociant (absent), déclaré coupable d'être, en 1854, rendu complice d'une banqueroute frauduleuse, en présentant et affirmant, en son nom, dans une faillite, des créances supposées, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, en vertu des articles 593 du Code de commerce, 402 et 19 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 16 juin 1857.

Le nommé *Auguste-Antoine Papon*, âgé de trente-cinq ans, ayant demeuré à Paris, rue Saint-Georges, 18 (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1854 et 1855, à Paris, étant commerçant failli, commis le crime de banqueroute frauduleuse, en détournant ou dissimulant une partie de l'actif de la société commerciale l'Eglise, a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés, en vertu de l'article 402 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Extrait des minutes du greffe de la Cour impériale de Paris. Par arrêt de la Cour d'assises du département de la Seine, en date du 16 juin 1857.

Le nommé *Etienne Bianchi*, âgé de vingt-trois ans, né à Bastia (Corse), demeurant à Montmartre (Seine), cité Véron, profession d'employé (absent), déclaré coupable d'avoir, en 1856, commis à Paris le crime de faux en écriture de commerce, a été condamné par contumace, à dix ans de travaux forcés et 100 francs d'amende, en vertu des articles 147 et 164 du Code pénal.

Pour extrait conforme délivré à M. le procureur général, ci-requérant.

Le greffier en chef : LOT.

Bourse de Paris du 23 Septembre 1857.

3 0/0 { Au comptant, D^r c. 67 — Hausse « 63 c.
Fin courant, — 67 55 — Hausse « 30 c.
4 1/2 { Au comptant, D^r c. 91 75 — Hausse « 25 c.
Fin courant, — 91 50 — Hausse « 30 c.

AU COMPTANT.

3 0/0 j. du 22 déc.	67 —	FONDS DE LA VILLE, ETC.	
3 0/0 (Emprunt)...	—	Oblig. de la Ville (Emprunt 25 millions)...	1100 —
— Dito 1855...	—	Emp. 50 millions...	1047 50
4 0/0 j. 22 sept.	—	Emp. 60 millions...	387 50
4 1/2 0/0 de 1855...	91 75	Oblig. de la Seine...	495 —
4 1/2 0/0 de 1856...	—	Caisse hypothécaire...	—
— Dito 1855...	—	Palais de l'Industrie...	—
Act. de la Banque...	2800 —	Quatre canaux...	1150 —
Crédit foncier...	500 —	Canal de Bourgogne...	—
Société gén. mobil.	870 —	VALEURS DIVERSES.	
Comptoir national...	660 —	H. Fourm. de More...	—
FONDS ÉTRANGERS.		Mines de la Loire...	—
Napl. (C. Rotsch.)...	—	H. Fourm. d'Herse...	—
Emp. Piém. 1856...	90 —	Tissot lin Mahery...	—
— Oblig. 1855...	33 50	Lin Colin...	—
Esp. 3 0/0, Dette ext.	39 3/4	Gaz. C ^{ie} Parisienne...	660 —
— Dito, Dette int.	37 5/8	Immeubles Rivié...	97 50
— Dito, pet. Coup.	37 3/4	Omnibus de Paris...	850 —
— Nouv. 3 0/0 Diff.	—	Omnibus de Londres...	—
Rome, 5 0/0...	87 —	C ^{ie} Imp. d'Vit. de pl.	57 50
Turquie (emp. 1854)...	—	Comptoir Bénédict...	445 —

A TERME.

3 0/0	67 10	67 30	67 —	67 25
3 0/0 (Emprunt)...	—	—	—	—
4 1/2 0/0 1852...	91 40	—	—	91 50
4 1/2 0/0 (Emprunt)...	—	—	—	—

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

LE gérant de la société la Lignonne ayant engagé une instance contre l'ancien conseil de surveillance, prévient MM. les actionnaires que l'assemblée fixée au 24 courant est ajournée jusqu'après le jugement à intervenir sur cette instance. Il leur sera donné un nouvel avis. (18411)

AVIS. — LOTERIES

Au moment où vont avoir lieu les derniers tirages des diverses grandes loteries, le Grand Bureau des Loteries, fondé à Toulouse depuis dix ans, avec ses bureaux à Lyon, Marseille et Bordeaux, offre, jusqu'au 30 septembre, jour du premier tirage, 12 billets pour 10 fr., 25 pour 30 fr. — Ces billets, pris dans les cinq loteries : N. D. de Roc-Amadour, N. D. de la Garde, Prémont, Orphelines et Melun, présentent 600,000 francs de lots, dont deux de 100,000 fr., un de 60,000 fr., deux de 30,000 fr. et quantité d'autres de 25,000 fr. à 100 fr. — Envoi gratis des listes à tout souscripteur.

Nota. Adresser toutes les demandes franco à M. Querre, gérant du Grand Bureau des Loteries, place du Capitoul, 9, à Toulouse. — 50 c. pour les listes de tous les numéros sortis aux divers tirages faits jusqu'à ce jour. (18373)

CARTONNAGE Syst. breveté pour les cartons de bureaux et notaires. E. Ventre, r. Sts-Montmartre, 11, et pl. des Victoires, 9. (18368)

LA PÊCHE À LA LIGNE ET AU FILET DANS LES EAUX DOUCES DE LA FRANCE Par N. GUILLEMAUD. Un volume in-12. — Prix : 2 fr.

A la Bibliothèque des Chemins de fer, L. HACHETTÉ et Co, rue Pierre-Sarrasin, à Paris.

1832 MÉDAILLES — 1834 D'OR ET D'ARGENT

1839 1844

CHOCOLAT MENIER

Usine modèle fondée en 1825, à Noisiel-sur-Marne

Pour la Fabrication du Chocolat de Santé.

Le Chocolat-Menier ne doit sa supériorité qu'à ses propriétés particulières; les soins minutieux apportés dans sa préparation ont assuré à ce Chocolat une renommée légitime et universelle. On peut juger de la préférence que lui accordent les consommateurs par le chiffre de sa vente, qui s'élève annuellement à près d'un million de kilogrammes.

Aussi l'étiquette de la maison Menier est-elle devenue la meilleure garantie d'un Chocolat pur, sans mélange et d'une qualité tout à fait supérieure.

Le Chocolat-Menier se trouve dans toutes les villes de France et de l'étranger.

En vente chez l'auteur, J. MERTENS, rue Rochechouart, 9, et chez les principaux Libraires.

L'AIDE DU COMPTABLE. TABLE DE PYTHAGORE Contenant : 40 tableaux d'après lesquels le Multiplicateur se détermine à l'addition, la Division à la soustraction; — les Racines carrées et cubiques jusqu'à 2,000; — un tableau donnant la Circonférence et la surface du Cercle jusqu'à 200 au Diamètre; — les principaux moyens d'obtenir la superficie ou le volume des objets, selon leurs différentes formes, etc. — 2^e édition. Prix : 1 fr. 50. FRANCO par la poste, 1 fr. 75. (Affranchir.)

CHEMINS DE FER DE L'EST

A partir du 10 août 1857.

NOUVEAUX SERVICES DIRECTS

ENTRE

PARIS ET MILAN

PAR

BALE, LUCERNE, LE LAC DES 4 CANTONS, LE S^t-GOTHARD, BELLINZONA, COME ET CAMERLATA.

Voyage en 62 heures.

BILLETS DIRECTS valables pendant un mois, avec faculté de séjourner au passage à Nancy, Strasbourg, Mulhouse, Bâle, Lucerne, Bellinzona et Camerlata.

1^{re} Classe, 121 fr. 50 c. — 2^e Classe, 102 fr. 30 c.

(30 kilogrammes de bagages franco jusqu'à destination.)

A MILAN, correspondance directe par chemin de fer sur VENISE, en 12 HEURES, par Treviso, Bressa, Verone, Vicence et Padoue.

Les Annonces, Réclames industrielles ou autres sont reçues au bureau du Journal.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX, le DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

Avis d'opposition.

Par conventions verbales de ce jour, les époux POUPART ont vendu leur fonds de limonadier et de pâtisserie, sis rue des Halles-Centrées, 2, à M. DOMMANN, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, 34, ou les oppositions seront reçues. (18412)

Ventes mobilières.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

Le 24 septembre.

En l'hôtel des Commissaires-Priseurs, rue Rossini, 6.

Consistant en :

(13638) Cuivres, faïences, chaises, consoles, tapis, rideaux, etc.

Le 25 septembre.

(1269) Soutils, cheval, forge, ou-

til, enclume, etc.

(1270) Bureau, horloge, pupitre, four-neux, machine à vapeur, etc.

(1271) Tables, piano, canapé, chaises, pendule, buffet, bureau, etc.

A la Douane, section de l'entrepôt libre, rue de l'Entrepôt, à Paris.

Le 26 septembre.

(1272) 33 lits en fer, 18 sommiers élastiques, 7 matelas, etc.

Rue Saint-Ambroise-Popincourt, 4, à Paris.

(1273) Commode, tables, fourneau, chaises, 1 lot de poterie, etc.

Faubourg Montmartre, 40.

(1274) Armoire, fauteuil, bureau, chaises, tables, pendule, etc.

SOCIÉTÉS.

D'un acte social en date du trente

juillet mil huit cent cinquante-sept,

enregistré à Paris, folio 82,

verso, case 1, le quatre août sui-

vant.

Il appert :

Qu'il a été formé une société en

commandite par actions pour la

construction et l'exploitation du

canal d'Aix (département des Bou-

ches-du-Rhône), sous la raison A.

RATTE et Co; que depuis ce gérant

a été remplacé par M. Albert George,

aux termes d'un acte public et

authentique, la forme ordinaire de

greffe de Paris et enregistré le

trente mai suivant (mil huit cent

cinquante-cinq), folio 61, verso,

case 5, par Voysie, qui a perçu

les droits.

Que le siège social devait être

ultérieurement indiqué à Paris, mais

que, d'après l'article quatre, il a

eu un bureau à Aix pour l'admini-

stration.

Les trois commanditaires, seuls

propriétaires de toutes les actions

composant le fonds social, se sont

réunis en assemblée générale chez

M. Auguste Noverre (rue Joubert,

41, à Paris), fondé de pouvoir ver-

bal et M. A. Georges, gérant, et il

a été arrêté ce qui suit :

1^o Le siège social de la compa-

gnie est fixé chez M. Albert George,

rue du Pont-Moreau, 9, à Aix

(Bouches-du-Rhône), et la raison

sociale est A. GEORGES et Co.

2^o Conformément à l'article onze

de l'acte social précité les actions

au porteur seront échangées à par-

tie du ving-cinq courant, contre

des certificats d'actions notaires

sur la réquisition des détenteurs

d'actions au porteur; la cession des

actions nominatives s'opérera, non

pas par endossement, mais par une

déclaration de transfert inscrite sur

les registres de la société et signée

par le cédant et le cessionnaire, ou

leurs fondés de pouvoirs. La ces-

sion des actions au porteur a lieu

par simple tradition de titre.

Certifié à Paris, le neuf septembre

mil huit cent cinquante-sept.

Par procuration de M. Georges :

Signé : AUG. NOVERRE. (7741)

Enregistré à Paris, le onze septem-

bre mil huit cent cinquante-sept,

folio 176, recto, case 3, reçu

six francs, signé Pomme.

Pour extrait :

AUG. NOVERRE. (7741)

Suivant acte sous seings privés,

fait double à Paris le dix septembre

mil huit cent cinquante-sept, enre-

gistré et déposé pour minute à M.

Dumas, notaire à Paris, le dix-huit

du même mois, MM. Auguste ROZE,

et Jean-Charles CAMION, fabricant

d'instruments aratoires, demeurant

à Bercy, rue de Bercy, 116, ont for-

mé une société pour la fabrication

et la vente d'instruments et uten-

siles aratoires, pour une année, à

compter du dix septembre mil huit

cent cinquante-sept.

Son siège provisoire est à Bercy,

rue de Bercy, 116.

M. Roze est le gérant de la so-

ciété, et lui seul a la signature so-

ciale, qui sera CAMION et Co.

Pour extrait :

DUMAS. (7740)

Etude de M^e DE BROTONNE, avoué,

rue Sainte-Anne, 23.

D'un acte sous seings privés,

fait triple à Paris le dix septembre

mil huit cent cinquante-sept, enre-

gistré à Paris, le

Septembre 1857, F^o

Reçu deux francs quarante centimes.

Enregistré à Paris, le

Septembre 1857, F^o

Certifié l'insertion sous le

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Certifié l'insertion sous le

dée, si M. Roullier la demande :

1^o Que M. Roullier n'a pu accepter

la cession de la raison sociale de la

raison sociale de la raison sociale de

la raison sociale de la raison sociale

de la raison sociale de la raison so-

ciale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

lui était confiée.

Enfin, le conseil, considérant que

la raison sociale ne pouvait conti-

nuer, en raison de la démission de

M. Roullier, de la raison sociale de

la raison sociale de la raison sociale

de la raison sociale de la raison so-

ciale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison

sociale de la raison sociale de la raison